

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 30/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA

16 rue du Ried
67850 HERRLISHEIM

Références : 0006701924/CF/CE
Code AIOT : 0006701924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA implanté ZI -16 Rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM. L'inspection a été annoncée le 12/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/+>).

Suivi de la mise en demeure du 08/07/2024 et déclaration d'incident sur système de détection/extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA
- ZI - 16 Rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006701924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plateforme de tri/transit /regroupement/traitement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par la société Suez RR IWS Chemical France à Herrlisheim est soumise à autorisation au titre des installations classées. Elle est également soumise à la directive IED.

Cette exploitation partage des équipements et notamment un bassin de rétention des eaux avec la société LAVALSACE également classée ICPE en co-activité sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclenchement inopiné du système d'extinction incendie dans le hall "vrac"	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 4	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		08/07/2024, article 1	prescription	demeure
3	Étiquetage des déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 41	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux réparations de son système de détections et d'extinction incendie et mis en place des mesures compensatoires pour pallier à l'indisponibilité des canons à mousse du hall vrac.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclenchement inopiné du système d'extinction incendie dans le hall "vrac"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection/extinction incendie
Prescription contrôlée : « Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19/07/1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des installations classées (...). »
Constats : L'exploitant a déclaré à l'inspection un nouvel incident survenu le 18/08/2024 à 17h40 sur son site de tri-transit de déchets dangereux et non-dangereux à Herrlisheim. Cet incident correspond au déclenchement du système d'extinction incendie (sprinklage/déluge) des cuves de stockages de produits du hall "vrac". Le personnel d'astreinte et les pompiers se sont immédiatement rendus sur site. D'après les déclarations de l'exploitant, aucun point chaud n'a été identifié par les pompiers qui sont tout de même restés plus longtemps sur le site afin de pallier à un éventuel départ de feu. Le déclenchement inopiné du système d'extinction a entraîné le déversement d'eau d'extinction dans les rétentions respectives des 3 cuves de stockage de liquides ainsi que sur le sol du hall vrac et le débordement de ces eaux en dehors de ce hall. D'après les déclarations de l'exploitant, les eaux ayant débordé hors du hall ont été dirigées vers le bassin d'orage. Ce bassin est partagé avec la société Lavalsace en co-activité sur le site. L'exploitant a informé l'inspection des actions correctives mises en œuvre suite à cet incident via la remise d'une fiche de notification d'incident et les courriels du 28/08/2024, 04/09/2024 et 19/09/2024. Ces actions ont notamment consisté en : <ul style="list-style-type: none"> - le pompage et la mise en containers des eaux d'extinction ; - la réalisation d'analyses des eaux stockées en GRV et des eaux du bassin (critères de base + PFAS) afin d'orienter leur évacuation vers les filières adéquates ; - l'évacuation des eaux d'extinction justifiées par la fourniture de bordereaux de suivi de déchets attestant de leur réception par l'installation de destination entre le 20/08/2024 et le 13/09/2024 pour un volume total d'environ 250 tonnes ; - l'intervention du prestataire du système de sécurité incendie post-incident avec fourniture d'un rapport de visite de contrôle daté du 28/08/2024 attestant de la conformité de l'installation.

Le jour de la visite, l'inspection constate, dans le hall « vrac » encore quelques réservoirs contenant des eaux d'extinction qui sont en attente d'évacuation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 08/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure du 08/07/2024

Prescription contrôlée :

« La société SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA dont l'installation qu'elle exploite se situe 16 rue du Ried à Herrlisheim (67850) est mise en demeure de respecter dans un délai d'un mois, la prescription rappelée ci-après :

- article 36 de l'arrêté préfectoral du 04/05/1989 qui veut que : « L'établissement est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur.

En particulier, il dispose au minimum des moyens suivants :

- d'un réseau d'eau incendie permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés,
- des robinets d'incendie armés des prises d'eau et autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- des dispositifs d'extinction automatique adaptés aux caractéristiques des produits stockés ;
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'une réserve de sable meuble et sec avec pelles. »

Constats :

La précédente visite de l'inspection sur le site du Suez à Herrlisheim date du 03/05/2024. Elle faisait suite à un incident survenu lors de la maintenance du système de lutte contre l'incendie ayant entraîné :

- l'avarie de son système de report d'alarme incendie (détection) vers son système d'astreinte ;
- l'avarie de sa pomperie incendie (extinction).

L'exploitant avait été réactif face à la situation rencontrée et avait mis rapidement en place des mesures compensatoires (cf constat n°3 du rapport de la visite du 03/05/2024 daté du 27/05/2024) pour pallier à l'avarie de ses systèmes de détection et d'extinction incendie. Il avait communiqué ces mesures à l'inspection par courriel du 06/05/2024 et par courrier du 05/06/2024.

Du fait de l'avarie de la motopompe, les robinets d'incendie armés et les dispositifs d'extinction automatique étaient hors-service et l'exploitant ne disposait alors plus des ressources suffisantes en eau en cas d'incendie. Cette situation avait donné lieu à la mise en demeure du 08/07/2024 et il avait été demandé à l'exploitant de remédier à cette situation.

Depuis, l'exploitant a commandé une nouvelle motopompe afin de remplacer l'équipement vieillissant. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore reçu la nouvelle. Les délais annoncés par le fournisseur étant incertains, il a en parallèle, fait réparer l'ancienne motopompe. Celle-ci a bien

fonctionné lors du déclenchement inopiné de l'extinction automatique dans le hall vrac survenu le 18/08/2024 (cf constat n°1). Le jour de cette nouvelle visite (16/09/2024), l'exploitant a également présenté à l'inspection un rapport de visite du 28/08/2024 produit par son prestataire attestant de la conformité de l'installation.

Le jour de la visite, l'exploitant a signalé un nouveau dysfonctionnement de ses moyens de lutte contre l'incendie. Le déclenchement automatique des 4 canons à mousse du hall vrac est hors-service. Il explique que les canons peuvent toutefois être actionnés manuellement et les employés ont été sensibilisés à la situation et à la procédure de déclenchement manuel lors d'une causerie du 05/07/2024 dont il a présenté le compte rendu lors de la visite.

Dans l'attente de la réparation du système de déclenchement automatique des canons à mousse, l'exploitant ne stocke plus de déchets inflammables dans le hall vrac. Il présente, à cet effet, une extraction de l'état des stocks daté du jour de la visite faisant état de l'absence de déchets combustibles ou comburant dans le hall vrac.

En cas de sinistre, il dispose cependant dans le hall vrac des autres moyens d'extinction incendie existants : sprinklage des 3 réservoirs, extincteurs...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant formalise la procédure temporaire de déclenchement manuel des canons à mousse et l'affiche dans le local incendie.

Si l'exploitant souhaite stocker à nouveau des déchets inflammables il devra justifier de la réparation des canons en mousse.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Étiquetage des déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 41

Thème(s) : Autre, /

Prescription contrôlée :

"Chaque réservoir (cuve, fin, bidon, etc...) de déchets doit être étiqueté de telle sorte que l'identification du contenu soit toujours possible. L'étiquette contient au moins les indications du type de déchet, son jour d'admission et sa provenance. Pour ce qui concerne les déchets en vrac, l'entreposage doit également permettre l'identification des déchets stockés. A cet effet, l'exploitant indique par tout moyen approprié le type du déchet entreposé et le jour d'admission."

Constats :

Lors de la visite du hall vrac, l'inspection constate que les déchets en vrac sont stockés dans des cuves ou cubitainers de 1000 Litres regroupés par catégories de déchets. Les indications du type de déchets entreposés, leur provenance, leur date d'admission, ainsi que pour certains le pH figurent pas sur un panneau en tête de regroupement de cuves.

Les panneaux comportent également une référence à la catégorie du produit du point de vue de la réglementation sur le transport de matière dangereuse (numéro ONU), comme par exemple une ligne affichée « 3082 » qui correspond à des matières dangereuses du point de vue de l'environnement, liquide.

Si cet affichage est parlant pour les employés, il ne permet pas d'identifier rapidement une mention de danger associé aux typologies de déchets stockés. Il mériterait d'être complété par l'affichage des pictogrammes de danger correspondant.

Type de suites proposées : Sans suite

3) Autres observations

En outre l'inspection a relevé la présence d'un stock de palette en bois d'environ 150 m³ entreposé le long de la clôture Est du site. Cette clôture longe une voie ferrée. Les palettes sont stockées sous une haie végétale et sont susceptibles, en cas d'incendie, de générer des effets sur des tiers. Il appartient à l'exploitant de prendre en conséquence les mesures visant à préserver les intérêts mentionnés au L.511-1 sur ce point.